

L'ÉTINCELLE ANTICAPITALISTE

Journal des jeunes du NPA - De la révolte à la révolution !

#5
ÉTÉ 2010

1€

ILS VOLENT NOS RETRAITES



DANS CE NUMÉRO

RETRAITES :
COMMENT GAGNER?
p. 10

GRÈCE : FACE À L'AUSTERITÉ
INTERVIEW D'UN MILITANT
p. 5

DOSSIER :
NE PERDONS PAS NOTRE VIE
... À LA GAGNER !
p. 7-11

SPORT ET CAPITALISME
p. 14

VIRONNS-LES!

EN GRÈVE DÈS LE 7 SEPTEMBRE



RÉPRESSION : LE MIRAIL S'OBSTINE

Sept étudiants de l'université Toulouse 2 – Le Mirail sont toujours inculpés pour des « vols » (notamment des biscuits !) et des « dégradations » (un dégonnage de porte !) pendant le mouvement des étudiants et enseignants l'année dernière. Trois à quatre cents étudiants avaient tenté d'entrer dans le bureau du président de l'université pour négocier avec lui...

Le 15 juin dernier, le comité de soutien aux inculpés a appelé à un rassemblement devant le Conseil d'administration de l'université. La direction de la fac leur a fermé les portes, refusant de laisser une véritable délégation entrer pour discuter de l'abandon des poursuites. Les manifestants sont donc entrés de force dans le CA, qui s'est achevé précipitamment, aucun dialogue n'étant acceptable pour la direction de la fac.

Le 24 juin, plus d'un an après les faits, les inculpés sont passés en procès, mais ayant eu connaissance trop tard de certaines pièces ajoutées, les avocats des étudiants ont demandé le report. L'affaire sera donc jugée le 3 février prochain. D'ici là, il ne faut pas lâcher.

Une pétition est toujours à signer : <http://lutttes-etudiantes.com/phpPetitions/index.php?petition=>

MESSAGE DE SOLIDARITÉ AUX CAMARADES ÉTUDIANTS RÉPRIMÉS À AGADIR

Les étudiants d'Agadir (Maroc) ont déclenché une mobilisation contre la réforme visant les universités (privatisation, augmentation frais d'inscription...), ils ont réussi à bloquer les examens mais une répression énorme s'abat sur eux, allant jusqu'à une série d'emprisonnements. Voici le communiqué du secrétariat des jeunes du NPA :

Le secrétariat des jeunes du NPA (Nouveau Parti Anticapitaliste) affirme son soutien plein et entier aux militants étudiants de l'université d'Agadir réprimés violemment pour avoir simplement défendu leur droit à étudier.

Partout dans le monde, les différents gouvernements s'attaquent à l'Éducation, ils privatisent les universités, suppriment des postes d'enseignants, augmentent la sélection et les frais d'inscription.

Ces dernières années, des étudiants se sont mobilisés en France, en Grèce, en Italie et même aux États-Unis, pour défendre une université gratuite et ouverte à tous, refusant la mainmise des entreprises sur notre Éducation. Toutes ces mobilisations ont subi une répression : police et armée entrant dans les campus, militants poursuivis en justice...

Mais aujourd'hui, la répression qui touche les étudiants d'Agadir a encore franchi un cap. Nous exigeons la libération immédiate

de tous les étudiants emprisonnés, l'arrêt immédiat de toutes les poursuites.

Les jeunes du NPA affirment leur solidarité avec la lutte des étudiants marocains et condamnent fermement la répression dont ils sont victimes.

Paris, le 25 juin 2010

UN APPEL DE LA COORDINATION UNIVERSITAIRE POUR LA PALESTINE (CUP)

Depuis le début de l'année 2010, une coordination des collectifs de soutien aux Palestiniens existants sur les facs s'est montée. Elle a organisé le Festival Printemps Palestine du 22 mars au 3 avril derniers, qui s'est déroulé dans cinq universités (Paris 6, 7, 8 et 13, Le Mans), proposant des conférences, des projections, des ateliers, des concerts.

Suite à ce succès et avec la récente mobilisation de solidarité avec la Palestine dans le monde entier, la CUP appelle tous les étudiants, enseignants, chercheurs et personnels IATOS à monter des collectifs et à rejoindre la coordination, à rejoindre la campagne de boycott, désinvestissement et sanctions contre l'État israélien, à mener des actions de sensibilisation et de visibilité...

Pour prendre contact : coordunivpalestine@gmail.com ; plus d'informations sur le festival printemps Palestine sur : www.festival-printempspalestine.over-blog.com

RENCONTRES INTERNATIONALES DE JEUNES

LEUR MONDE ET LE NÔTRE

La crise est mondiale. Et elle est bien pratique pour nous faire avaler toutes sortes de couleuvres. La réforme des retraites était planifiée depuis plus de 15 ans. Mais avec la crise, plus de problème pour la resserrer ! Augmenter les salaires, créer des emplois dans la fonction publique, maintenir les aides au logement pour les étudiants... Vous n'y pensez pas, c'est la crise !

L'argument est toujours le même : si on faisait ça, on se ferait bouffer par le reste du monde, nos voisins, nos concurrents-et-néanmoins-amis, les puissances émergentes, le tiers-monde... Bref, si on ne veut pas finir comme la Grèce ou avec tous nos emplois délocalisés en Chine, il faut se serrer la ceinture.

Comme la crise, ce discours est mondial. Les rencontres internationales de jeunes, c'est l'occasion de rencontrer di-

rectement les militants des autres pays, et pas d'entendre une opinion déformée par les médias et les politiciens – du genre « la France est la risée du monde à cause de ses grèves ! ».

C'est le moment de voir que nous ne nous battons pas contre le reste du monde, mais contre des gouvernements nationaux qui se coordonnent pour faire passer leurs attaques. Et c'est le moment de voir que nous ne sommes pas seuls à nous battre, que nous pouvons le faire ensemble, par-delà les frontières.

Cette année, des militants d'Asie (Philippines, Corée du Sud), d'Amérique latine, d'Afrique (Mali, Maroc) seront présents. Participer aux RIJ, c'est apprendre d'eux, échanger, et leur montrer que leurs luttes sont les nôtres, car définitivement, nous ne partageons rien avec la classe dirigeante de « nos » pays !

SOMMAIRE**Sur le Vif** Page 2**International**

Pages 4-5

Blocus de Gaza, Bilan de Madrid.....4*Grèce (Interview)*.....5**Education** Page 6*Réforme du lycée, Universités.***Dossier:****Ne perdons pas notre vie à la gagner**

Pages 7-11

Formation: Travail et Capitalisme.....8-9*Retraites: Comment gagner?*.....10*Collectifs jeunes retraites*.....11**Jeunes Travailleurs / Société** Page 12-13*Sans papiers, Répression à la Poste*.....12*Grève victorieuse chez MacDo (Interview)*...13**Culture** Page 14*Sport et Capitalisme***Jeux de l'Été**

Page 15

24H dans la tête de...**Dominique Strauss- Kahn**

Page 16

EDITORIAL**PARCE QU'ILS VEULENT NOS BIENS...**

Les journées de grève et de mobilisation des 27 mai et 24 juin ont réuni respectivement un et deux millions de manifestants. C'était en bonne partie inespéré. L'offensive idéologique du gouvernement vise à faire croire que l'allongement de la durée de travail est une fatalité démographique.

Dans les premiers temps de la crise, les capitalistes ont cru tout perdre. Désormais, elle représente une aubaine pour eux, pour faire passer leurs plans de rigueur, nous reprendre les quelques acquis gagnés par nos anciens, comme le droit du travail ou celui au repos.

Mais cette propagande ne passe pas. Et les scandales qui touchent les membres du gouvernement augmentent son illégitimité. Certes, il n'y a rien d'étonnant à ce que la femme la plus riche de France finance ses meilleurs représentants politiques, les dirigeants de l'UMP. Peut-être même, allez savoir, que ce n'est pas tout à fait illégal. Mais cela révèle bien au service de qui cette politique est menée.

La classe dominante a peut-être cru que cette année avait été plus facile : il n'y a pas eu de grande manifestation comme l'an dernier, pas de grand mouvement dans la jeunesse, même si les lycées se sont mobilisés parfois massivement à l'échelle de villes ou de départements. Mais Sarko sait que la contestation, certes plus dispersée, n'a pas faibli, que ce soit dans les services publics ou dans le privé.

Désormais, nous avons tous un rendez-vous et un but commun. Le 7 septembre, nous manifesterons de nouveau contre la réforme des retraites : lycéens, étudiants, chômeurs, salariés du public ou du privé, français ou immigrés, avec ou sans papiers...

La jeunesse aura un rôle à jouer. C'est notre génération qui subira de plein fouet l'allongement de la durée de cotisation. Entre une plus grande durée des études, la précarité, le chômage, les bas salaires, nous n'avons déjà pas beaucoup d'espoir d'arriver un jour à la retraite, du moins avec une pension permettant de survivre. Si la réforme passe, c'est cette ultime perspective qui s'envolera.

Nous sommes les premiers concernés et nous sommes peut-être la clé qui permettra de gagner, malgré les réticences des directions syndicales à entrer dans un affrontement d'ampleur. Si elles en restent à une stratégie de journées d'action sans lendemain et de négociation avec le gouvernement, elles nous mèneront droit dans le mur. Si les facs, les lycées et les jeunes travailleurs dans les boîtes sont déterminés à se battre jusqu'au bout, la jeunesse pourra montrer la voie à suivre : la grève reconductible et interprofessionnelle jusqu'au bout, parce que notre avenir le vaut bien !

Cette été, nous allons accumuler des forces dans les facs en accueillant les nouveaux étudiants pour leur parler de la bataille à mener à la rentrée. Nous allons échanger avec des jeunes du monde entier aux RIJ, nous allons nous coordonner à l'échelle du NPA lors de son université d'été.

Et pour ceux qui le peuvent, nous allons nous reposer d'une année militante bien remplie, afin de reprendre des forces pour le mois de septembre !

La rédaction

GAZA - METTRE FIN AU BLOCUS!

DÉSENCLAVONS GAZA... ET ISOLONS ISRAËL !

Depuis la victoire électorale du Hamas en 2006, la population de Gaza (1,5 million de personnes) a subi des attaques à répétition : plus de 200 morts lors de l'opération « pluie d'été » en juin et juillet 2006, plus de 85 suite à divers raids entre février et mars 2008, plus de 1300 lors de l'attaque de décembre 2008 et janvier 2009... Et l'embargo aggrave la situation.

UNE SITUATION CATASTROPHIQUE

Depuis 2007, 95% des entreprises ont fermé. Les restrictions sur les importations empêchent la reconstruction des infrastructures détruites par les bombardements. 70% des Gazaouis vivent avec moins de 1 dollar par jour, 80% dépendent des aides alimentaires internationales et plus de 60% n'ont pas accès à l'eau courante.

UNE AGRESSION INQUALIFIABLE

L'idée de la flottille humanitaire qui se rendait à Gaza était d'apporter l'aide nécessaire et urgente. Pour l'État israélien, cela justifiait tous les moyens de répression. L'assaut du 30 mai s'est produit dans les eaux internationales, à plus de 35 miles nautiques des côtes de Gaza – contrôlées par l'État hébreu en dépit du « retrait » de Gaza – et alors

que les eaux territoriales sont limitées à 12 miles.

LES RÉACTIONS DANS LE MONDE

Les dirigeants sionistes savent qu'ils peuvent à peu près tout se permettre. Que la République islamique d'Iran déclare qu'elle va développer son nucléaire civil, et les grandes puissances sont unanimes pour renforcer son blocus. Que l'État israélien bafoue le droit international, assassine, commette des crimes... Et au mieux, on aura droit à quelques timides condamnations verbales.

Obama a demandé au Premier ministre Netanyahu, à connaître « le plus vite possible » les circonstances exactes de l'abordage. Le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a déclaré « vital » qu'une « enquête complète soit menée ». L'Union européenne a demandé une enquête « impartiale ». Le Brésil a réclamé une « déclaration forte » de l'ONU. L'assaut israélien a été qualifié de « disproportionné » par les communiqués de l'État espagnol, de l'Allemagne, de la France, du Portugal...

En gros, le blocus de Gaza, le contrôle des eaux territoriales... c'est acceptable. Mais il faut rester « proportionné ».

UNE SEULE SOLIDARITÉ :
CELLE DES PEUPLES

Le président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, a demandé à Washington d'intervenir. Comme si les Palestiniens avaient quoi que ce soit à attendre des États-Unis ! Ce sont eux qui contrôlent l'armement d'Israël, qui dictent sa stratégie... Et qui bloquent toute mesure de rétorsion, même symbolique !

La solidarité ne peut pas venir des États capitalistes ou de l'ONU. Elle ne peut venir que des peuples. La lutte palestinienne est l'étendard de tous les opprimés. C'est pourquoi elle suscite autant de réactions de soutien populaire, comme on l'a vu en juin avec les manifestations dans le monde entier.

Les Palestiniens sont isolés, géographiquement et politiquement. L'Autorité palestinienne ne représente que la petite frange qui a trouvé son compte en collaborant avec les Israéliens. Les gouvernements arabes qui les entourent sont très hostiles à une population contestataire et encombrante. Les grandes puissances soutiennent inconditionnellement Israël...

La seule solidarité, c'est la nôtre. Elle doit s'exprimer dès qu'une nouvelle attaque d'envergure a lieu. Mais les Palestiniens vivent l'oppression au quotidien. Nous ne pouvons pas nous contenter de réactions ponctuelles. La campagne de boycott, désinvestissement et sanctions contre Israël se développe en France. Des comités BDS se créent. Il faut inverser le rapport de force, isoler Israël pour sortir la Palestine de la solitude.

Il ne s'agit pas de « punir » la population israélienne, de boycotter ceux qui s'opposent à la politique sioniste. Rompre les relations avec les universités israéliennes par exemple, ne signifie pas rompre avec des universitaires progressistes. Mais les relations doivent être directes et militantes. Elles ne peuvent pas passer par un État criminel.

MADRID

BILAN DU CONTRE-SOMMET

Le week-end des 17 et 18 mai s'est tenu à Madrid la septième édition du sommet des chefs d'États de l'Union européenne et d'Amérique latine. Les politiques de colonisation du territoire sud-américain entamées depuis des siècles (vols de terres, privatisations et installation de grandes multinationales européennes) étaient à l'ordre du jour.

Face à cette offensive libérale, un réseau euro-latino-américain s'est mis en place en 2004 pour mener des campagnes communes et organiser un contre-sommet appelé « Sommet des peuples: Enlazando Alternativas ». Sa quatrième édition a eu lieu du 14 au 18 mai à Madrid.

Une centaine de camarades du NPA, dont de nombreux jeunes, s'y sont rendus pour rencontrer quelques 2 500 militants associatifs,

syndicaux, politiques des deux côtés de l'Atlantique. Ce contre-sommet a été l'occasion de mettre en pratique l'internationalisme et de continuer à travailler sur l'élaboration d'une stratégie pour changer le monde à l'échelle globale.

Nous avons organisé un meeting anticapitaliste avec des porte-paroles de nombreuses organisations dont Olivier Besancenot pour le NPA, et nous avons participé à une manifestation réunissant 5000 à 6000 personnes.

Ce sommet des peuples a été un moment fort de dénonciation et de mise en accusation des politiques de l'Union européenne qui préfère comme toujours ses entreprises aux populations. À l'heure de la crise économique, il a peut-être été, nous l'espérons, le symbole de futures mobilisations d'ampleur.

Camille (Le Mans)

JB (92 nord)

GRÈCE

FACE AU
PLAN D'AUSTÉRITÉ

Nikolas Skoufoglou, 24 ans, est militant à l'OKDE-Spartakos (Organisation des Communistes Internationalistes de Grèce - Spartakos, section grecque de la Quatrième internationale). Il nous fait part de la situation politique et sociale en Grèce.

La situation politique en Grèce est marquée par l'énorme crise de la dette, résultat immédiat de la crise mondiale et locale du capitalisme. Le gouvernement du Parti Socialiste (PASOK) a amené le pays sous le contrôle économique de l'Union Européenne et du Fond Monétaire International pour soi-disant « sauver » l'économie. En réalité, il a accepté un prêt de 110 milliards d'euros afin d'apporter des liquidités à l'économie grecque, en substance pour garantir l'existence et le fonctionnement des banques. L'application du prêt comprenait comme condition première la réduction des salaires dans le secteur public, mais aussi la réforme du système de sécurité sociale, une hausse de la TVA, le report de l'âge limite légal pour partir en retraite et beaucoup d'autres mesures qui diminuent le pouvoir d'achat de millions de salariés et précaires. En bref, le gouvernement Papandreou, élu récemment le 5 octobre 2009, mène une politique extrêmement néolibérale, pire même que celle appliquée par le « gouvernement d'austérité » de la droite au début des années 1990.

Et face à cela, le mouvement ouvrier a donné une réponse dynamique. Depuis le 17 décembre 2009, il y a eu plusieurs grèves générales (huit dans le secteur public, dont la moitié combinées avec le secteur privé), qui ont montrées que la majorité de la société est fortement opposée à ces mesures. Les mots d'ordres principaux étaient « on ne va pas payer leur crise » ou « leur crise, ce sera nous », ce qui montre que les salariés, les chômeurs et les précaires savent bien que la crise est le résultat de l'accumulation de richesses sur leur dos. Ils n'accepteront aucun sacrifice au nom de « l'intérêt national ». Le moment le plus histo-

rique a été la grève générale du 5 mai, avec la plus grande manifestation depuis la fin du régime de la junte militaire.

Depuis le commencement des mobilisations, nous, les militants de l'OKDE-Spartakos, essayons de convaincre les salarié-e-s, les chômeurs et les jeunes que la seule voie pour dépasser la crise, ce sont les occupations d'usines, des bâtiments publics et des facultés, et en particulier un programme fondé sur des revendications avancées. Ainsi, l'OKDE a réussi à faire adopter par ANTARSYA, le front dont nous faisons parti, des revendications comme l'interdiction des licenciements, la nationalisation sous contrôle ouvrier du système bancaire et des entreprises qui ferment... Mais avant tout, la revendication principale qui a uni et continue d'unir une part grandissante des militants, c'est l'arrêt du paiement de la dette. Ces revendications sont nécessaires, si nous voulons emporter une victoire décisive contre le système capitaliste et son personnel politique.

D'un point de vue politique, les révolutionnaires doivent affronter deux discours de type réformiste. Le premier propose comme solution la sortie de l'Union européenne et de la zone euro, sans proposer en même temps un changement de pouvoir social. Ce n'est pas seulement une utopie ethnocentrique, mais aussi une proposition au contenu réformiste, qui propose comme solution un meilleur capitalisme. L'autre alternative, c'est la négation de la nécessité de rupture avec l'UE, qui est présentée comme « objectivement progressiste » et l'ignorance du fait que la zone euro elle-même est un mécanisme d'austérité pour les classes ouvrières européennes. L'OKDE, qui analyse la situation d'un point de vue révolutionnaire et internationaliste, propose la rupture avec le système capitaliste et tous ses appareils et considère la lutte des tra-



vailleurs grecs comme appartenant à un processus commun en Europe et au-delà. Les grèves générales ayant eu lieu en Italie, dans l'État Espagnol, en France ainsi que dans d'autres pays, montrent le chemin.

Nous estimons que, après la grève générale du 29 juin, la prochaine journée de lutte aura lieu début septembre. On peut prévoir une mobilisation générale dans plusieurs branches. Il est très important que cette mobilisation soit la plus vaste possible, pas seulement dans le mouvement ouvrier organisé mais aussi chez les chômeurs et dans la jeunesse. Ainsi, nous soutenons la coordination des syndicats de base, qui existe depuis un an et exerce une pression significative sur les directions syndicales. Nous proposons d'organiser, avec d'autres partis de gauche et des militants non organisés, des comités communs locaux, afin d'organiser au mieux nos résistances.

Un fait décevant est la faible mobilisation des étudiants. Au printemps, il y avait au maximum vingt occupations d'universités à l'échelle nationale, un nombre modeste, étant donné que pendant les mouvements étudiants de 2006-2007 et durant la révolte de décembre 2008, il y en avait plusieurs centaines (1). L'enjeu immédiat est pour nous de mobiliser les étudiants et de les convaincre que c'est leur futur qui est en danger, et que leur place doit être au sein du mouvement ouvrier et social.

Nikolas Skoufoglou

(1) : En Grèce, les universités comprennent plusieurs facultés spécialisées dans leur enseignement (droit, lettres...). Les organisations syndicales et politiques sont structurées par faculté. Ainsi, il peut y avoir plusieurs occupations de facultés sur une même université.

LYCÉES

LES PROVISEURS,
NOUVEAUX P.D.G

« Une petite révolution » est en route dans l'Éducation. Une centaine de chefs d'établissement procéderont eux-mêmes au recrutement des profs de leurs bahuts dès la rentrée.

Il faudrait « stabiliser les équipes enseignantes dans les établissements difficiles ». D'après Sarko, des « études scientifiques » démontreraient que la violence dans un établissement n'est pas liée à l'environnement social, mais à la stabilité de l'équipe pédagogique. On est con de pas y avoir pensé !

En fait, il y a un lien entre ces trois questions : dans les quartiers les plus pauvres, il y a en effet plus de violence. Les profs (qui souvent viennent de passer le concours et dont c'est le premier job)

se barrent donc dès-qu'ils le peuvent.

SUPPRESSION DE
L'HISTOIRE-GÉO
EN TERMINALE S

Luc Chatel dans sa réforme des lycées, qui commencera à être appliquée dès la rentrée pour les classes de seconde, a décidé de supprimer les cours d'histoire géographique pour les Terminales Scientifiques. Loin d'être un aspect secondaire de la réforme Chatel, cette mesure reflète l'intention globale du ministre.

Ce choix est tout d'abord une attaque idéologique. Le fait de supprimer une matière traitant par exemple de la décolonisation et des relations internationales en ne laissant que des matières « scientifiques » à proprement parler (excepté la philosophie) aura une influence sur la formation d'un esprit critique chez les élèves de section scientifique. Déjà qu'on peut considérer que le programme actuel fait l'impasse sur de nombreux éléments, avec la suppression d'un an de programme, seulement quelques aspects de l'histoire seront abordés, et les élèves auront trop peu d'éléments de réflexion.

Mais cette mesure s'inscrit aussi dans la logique globale de casse de l'Éducation. Le fait de supprimer une matière pour les Terminales S permettra la suppression de nombreux postes de professeurs, aussi le gouvernement pourra faire des économies sur le dos des lycéens. Surtout, cela aura pour effet de faire baisser la qualité du diplôme (moins on passe de matières, moins le bac a de valeur) en spécialisant encore plus qu'elles ne le sont déjà les filières (L, ES, S etc.).

LoDel, Sisko et Tilou (92)

Ca n'explique pas en quoi leur recrutement par le proviseur va atténuer le problème. Les établissements les mieux cotés recruteront les enseignants les plus réputés. Les jeunes profs iront là où il reste de la place : dans les quartiers dits difficiles ! Sarko nous parle d'une expérimentation, mais quand un gouvernement tente une expérience, elle est forcément réussie...

Le proviseur qui recrute lui-même, c'est un vieux rêve de la droite. Cela permet d'accentuer l'autonomie des établissements, et donc de creuser le fossé entre les lycées d'élite et les lycées poubelle. Dans les lycées les plus réputés, les profs les plus expérimentés enseignent déjà, mais sans être sélectionnés par le proviseur lui-même, il peut donc avoir la surprise d'avoir des méchants profs gauchistes !

Désormais, il pourra leur mettre la pression, comme dans une entreprise. Le vieux démon de la droite des profs sans contrainte est sur le point de disparaître. Ils ne seront plus à l'abri du renvoi s'ils organisent des grèves ou s'ils nous défendent face à la répression.

Cette mesure, c'est la casse de l'Éducation et des statuts des salariés. Faisons la retirer comme la réforme Chatel et les offensives contre les droits des travailleurs... Et par les mêmes moyens !

Jules (35)

UNIVERSITÉS

SE BATTRE TOUS ENSEMBLE

Frais d'inscriptions illégaux, refus d'inscriptions ou d'obtentions de bourses, travail salarié sur les temps de cours, logement, problèmes de papiers pour les immigrés... Les obstacles que peut rencontrer un étudiant durant ses années d'études sont fréquents. Et le quotidien pousse à l'individualisme.

Mais des cadres existent pour prendre en charge collectivement ces situations. Le Réseau université sans frontière (RUSF) structure des actions pour la régularisation des étudiants sans-papiers. Le collectif Jeudi noir est un cadre d'action pour le logement. Des assemblées générales d'étudiants sans-facs permettent de peser sur les administrations pour obtenir des inscriptions...

C'est par le rapport de force collectif et non par la « débrouille » individuelle que l'on règle les pro

blèmes. Se structurer sur une question ponctuelle, dans différents cadres, est un premier pas. Mais c'est au quotidien que nous devons nous organiser. Face à nous, l'État, la classe dominante, les administrations sont organisés. Le syndicalisme étudiant est le moyen de régler nos problèmes et de reconstruire la conscience qu'il faut compter sur la solidarité pour avancer. Il permet de préparer les prochaines batailles d'ampleur sur les réformes en partant des problèmes concrets et immédiats de chacun.

En juillet et en septembre, il est important de participer à l'activité syndicale sur nos universités, de nous syndiquer nous-mêmes et de défendre un syndicalisme à la fois combatif, sans concession et s'adressant à l'ensemble des étudiants.

Aurélien (Le Mans)

NE PERDONS PAS NOTRE VIE... A LA GAGNER !

Un ouvrier a sept ans d'espérance de vie de moins qu'un cadre. À force de « travailler plus », pendant que les collègues au chômage touchent moins, on meurt plus. Pourtant, on produit plus en moins de temps. Cela devrait permettre de ne produire qu'en fonction des besoins, d'augmenter les salaires et de réduire le temps de travail pour travailler tous... C'est une logique anticapitaliste, celle d'une économie qui ne serait pas soumise à la concurrence et à la propriété privée.

La longue bataille pour le droit au repos, aux congés, à la réduction du temps de travail et à la retraite n'est rien d'autre que l'expression de cette alternative : perdre sa vie à la gagner en enrichissant les plus riches ou mettre l'économie sous contrôle de la majorité de la population, de ceux et celles qui la font tourner ?

CHRONOLOGIE: LUTTER PLUS POUR TRAVAILLER MOINS

AU XIX^{ÈME} SIÈCLE ET AU DÉBUT DU XX^{ÈME}, DE LONGUES BATAILLES PERMETTENT D'OBTENIR DES DROITS POUR LES SALARIÉS :

1906 : repos obligatoire de 24 heures hebdomadaires
1910 : retraite ouvrière et paysanne
1919 : journée de 8 heures
1930 : création des assurances sociales
1932 : création des allocations familiales
1936 : une grève générale permet d'obtenir des acquis importants : semaine de 40 heures, deux semaines de congés payés,

LES ACQUIS SOCIAUX DEPUIS L'APRÈS-GUERRE :

1945-1947 : création de la Sécurité sociale, 1946 : le droit de grève devient constitutionnel
1967 : interdiction du travail avant 16 ans
1982 : 39 heures, cinquième semaine de congés payés
1983 : retraite à 60 ans à taux plein et 37,5 annuités

DEPUIS 20 ANS, LE SEUL ACQUIS EST LA DIMINUTION DU TEMPS DE TRAVAIL :

1993 : exonérations de charges pour les entreprises notamment pour le travail non qualifié, retraite à 40 annuités pour les salariés du privé
1998 : 35 heures et annualisation du temps de travail
2003 : la loi Fillon sur les retraites privilégie le recours à la capitalisation plutôt qu'à la répartition, et impose 40 annuités pour les salariés du public
2010 : projet de loi repoussant l'âge de départ à la retraite à 62 ans

LE REVENU D'EXISTENCE, UNE SOLUTION À L'EXPLOITATION CAPITALISTE ?

Afin d'en finir avec la domination du capital sur le travail, certains militants proposent de créer un « revenu d'existence » accordé sans contrepartie à tout être humain. Selon les défenseurs de ce concept, cela permettrait de « libérer » les travailleurs, de les rendre « libres » dans le rapport de force avec les patrons.

La question qui se pose immédiatement est : où prendre l'argent... Surtout si ce revenu est à un niveau décent, donc pas de la misère comme le RMI. Ce serait à l'état que reviendrait la charge de reverser ce revenu. Or, l'essentiel des ressources de l'état proviennent des impôts directs et indirects (TVA, etc), qui pèsent avant tout sur les salariés. Sous cette forme, le revenu d'existence serait alors une forme de répartition entre salariés de la part des richesses produites consacrée aux salaires, sans toucher réellement à la part des richesses produites que les capitalistes accaparent.

Le salaire socialisé : un enjeu central

Pour fonctionner, le capitalisme doit s'approprier gratuitement une partie du temps de travail du salarié. Le salaire ne rémunère ainsi qu'une partie de ce temps, celui nécessaire à entretenir la force de travail. La répartition des richesses produites entre salaires et profits est l'enjeu

d'une lutte permanente entre les classes.

Il y a une soixantaine d'années, les salariés ont gagnés des acquis qui sont aujourd'hui remis en cause. D'une part, une augmentation des salaires, de l'autre le financement partiel des situations où les travailleurs ne travaillent pas : maladie, maternité, retraite, chômage. Il s'agit d'un salaire collectif, mutuel, c'est à dire socialisé, qui n'est pas distribué directement aux salariés, mais est versé dans un pot commun pour le financement de la protection sociale. Pour le patronat, c'est intolérable, et il compte bien revenir là-dessus, notamment avec la réforme des retraites.

Il ne suffit pas d'exiger « un revenu pour tous », encore faut-il que ce revenu provienne des revenus du capital, qu'il soit ensuite reversé sous forme de revenu direct ou socialisé. Le NPA revendique une allocation d'autonomie financée par les cotisations patronales et égale au SMIC pour permettre à tous les jeunes étudiants ou privés d'emploi de vivre correctement. Cette revendication se couple avec celle de l'interdiction des licenciements, et du passage à 32 heures de travail hebdomadaires, afin de permettre un partage du temps de travail entre les travailleurs, sans toucher aux salaires et en prenant sur la part des richesses des capitalistes.



On imagine mal dans notre société que le travail puisse être un élément de notre accomplissement personnel. C'est pourtant pour Marx ce que le travail devrait signifier. Mais évidemment, cela ne peut s'accomplir dans la société capitaliste.

LE TRAVAIL, C'EST L'ALIÉNATION ?

Le travail peut être valorisant. Produire, c'est transformer une matière en un objet. Les femmes et les hommes peuvent par une action consciente créer un produit qui peut servir le besoin de la collectivité.

Mais dans la société capitaliste, le producteur ne commande pas la transformation de l'objet : c'est l'inverse. Les cadences, la nécessité de faire toujours plus en moins de temps déshumanise le travail. L'objet commande le travailleur comme l'illustre si bien l'image de Charlie Chaplin dans le film *Les temps modernes*. Ce processus, c'est la dépossession de l'ouvrier au profit de son produit. Dès que les tâches de conception et d'exécution se dissocient, qu'on sépare l'ouvrier du patron, l'aliénation proprement dite domine le travail. Le travailleur n'a pas son mot à dire sur le processus de production, ni sur l'utilisation du produit. Le fruit de son travail lui devient étranger. Il en naît un sentiment d'absurdité, l'aliénation au sens psychiatrique du terme : un rapport faussé au réel. Tous, nous l'avons déjà ressenti, lorsque nous avons été obligés d'accomplir une tâche rébarbative dont nous ne percevions pas l'enjeu (par exemple les exercices imposés par l'école dans certaines disciplines dont nous ne saisissons pas l'intérêt...).

Plus la division du travail est spécifique, moins le travailleur comprend en vue de quoi il travaille. L'ingénieur étasunien Taylor a mis en place à la fin du dix-neuvième siècle, une véritable révolution en matière d'organisation du travail. Au lieu de laisser les ouvriers se déplacer autour de l'objet en cours de production (une voiture, par exemple), mieux vaut les disposer à des postes fixes où ils sont assignés à un seul geste, toujours le même, l'objet à produire venant à eux grâce à une chaîne de montage mécanisée. Les avantages sont évidents : l'ouvrier ne perd pas de temps à chercher son outil ; l'entreprise ne perd pas de temps à le former ; l'ouvrier n'a besoin d'aucune qualification puisqu'il effectue un seul geste, très simple ; un ouvrier absent est remplacé au pied levé par le premier venu ; le contrôle de la vitesse de la chaîne permet de réguler la production selon le carnet de commandes. Économiquement, le taylorisme constitue en apparence une excellente solution ; mais d'un point de vue psychiatrique, les effets de la chaîne sur les ouvriers sont catastrophiques.

On peut penser que le développement d'une économie de services a supprimé l'image de l'ouvrier à la chaîne et l'abrutissement qui va avec. Mais les techniques sont toujours les mêmes : dans les centres d'appel, les directeurs de management sont fiers d'annoncer un temps de production de 57 secondes sur une minute aux salariés ; tout le temps est absorbé pour être en production. S'il n'y a pas de charge physique, le stress permanent pour gérer les

TRAVAIL ET

rush, le contrôle permanent avec les écoutes inopinées, etc., sont bien une nouvelle forme d'aliénation. Auparavant, on constatait que certains ouvriers continuaient à serrer des boulons durant leur sommeil. Maintenant des salariés se surprennent en décrochant leur téléphone avec une formule telle « SFR service clientèle bonjour... » Pas étonnant que les privatisations de France Télécom ou de la Poste conduisent à de nombreux suicides...

LE TRAVAIL, C'EST L'EXPLOITATION ?

Le travail dans le capitalisme, c'est d'abord se faire exploiter économiquement. La règle de la plus-value est simple mais implacable.

Imaginons une entreprise de confection de cannes, qui utilise des machines électriques pour façonner les morceaux de bois (matière première). Déterminons un prix de revient de la sorte :

- Bois (matière première) : 10
- Électricité (matière première) : 10
- Viellissement et dépassement de la machine (provisions) : 20
- Salaire de l'ouvrier : 60

Le prix de revient (ce que « coûte » la confection de la canne) s'établit à 100. Quel prix de vente affichera-t-on ?

Si nous admettons que la valeur marchande (valeur à laquelle on va vendre le produit) du bien dépend exclusivement du travail et de la matière première, alors la valeur marchande sera exactement égale au prix de revient. On vendra donc à 100.

Mais les entreprises se réservent évidemment une marge de profit. Elles vendent par exemple à 120 pour faire un bénéfice. L'entreprise va donc vendre la canne à 120 (valeur d'échange ou valeur marchande) alors que son coût de revient (valeur « d'usage ») est de 100. L'ouvrier a donc perdu 20 (richesse qu'il a créée mais qui ne lui est pas donnée) et le consommateur s'est fait escroquer de 20. Le profit constitue toujours une captation illégitime de richesse, au détriment des ouvriers et/ou des consommateurs.

Dans l'écrasante majorité des cas, les consommateurs sont eux-mêmes des travailleurs. Toutes les entreprises tentent de dégager des bénéfices. À grande échelle deux grands groupes



CAPITALISME



THÉORIE

sociaux antagonistes apparaissent : d'une part les salariés qui n'ont que leur force de travail à vendre et qui s'occupent des tâches d'exécution. De l'autre, les employeurs qui se réservent des tâches intellectuelles et parviennent, par le contrôle du processus de production, à s'emparer sans motif d'une fraction de la valeur des produits. Marx nomme les premiers, en tant que classe sociale, le « prolétariat », les seconds « la bourgeoisie ».

L'analyse de Marx a peut-être plus de cent-cinquante ans. Mais elle permet toujours de saisir les enjeux du système actuel. Les capitalistes, pour augmenter leurs profits, ont besoin d'augmenter cette plus-value. Mais ils ne peuvent pas indéfiniment augmenter les prix, sinon ils vendront moins. Il faut donc baisser le coût de la production. Mais une fois la machine achetée, on ne peut plus jouer sur son coût. Quant aux prix des matières premières, ils ne baissent que rarement. Le coût sur lequel les patrons peuvent le plus jouer est la rémunération des travailleurs. Il ne s'agit pas de baisser ouvertement leurs salaires, mais d'augmenter leur productivité et leur temps de travail. S'ils touchent la même somme, voire un peu plus, à la fin du mois, les salariés créent en fait beaucoup plus de richesses qui vont uniquement dans la poche du patronat: travailler plus pour se faire exploiter plus. Les capitalistes les mettent en concurrence en s'assurant du besoin constant des travailleurs de vendre leur force de travail et en utilisant la menace du chômage pour leur faire accepter n'importe quoi (cadences infernales, bas-salaires...).

QUEL TRAVAIL DANS LA SOCIÉTÉ SOCIALISTE ?

Le socialisme ce serait d'abord la suppression de l'appropriation du travail par les capitalistes : la production selon les besoins de la population et donc une libération du temps de travail, une augmentation de biens et services utiles à la collectivité, la fin de la division du travail et de la spécialisation à vie. On peut imaginer un travail découpé en tâches qui rendent directement service, en tâches de formation et d'apprentissage de techniques plus approfondies, et en temps libre. Ce serait la possibilité d'une augmentation sans précédent du progrès par l'arrêt de la concurrence et la mutualisation de la recherche technique et scientifique. On déciderait collectivement de ce qu'on produit, du comment, du pourquoi. On ne serait plus étranger à son travail. On cesserait de séparer loisir et production. Bref, comme aujourd'hui des retraités peuvent continuer à être actifs en s'étant dégagés de l'aliénation du salariat, toute la population pourrait jouir du fruit de son activité, productive ou artistique, et s'y épanouir.

Benco (Le Mans)

Quelques lectures et films:

- *Initiation à la théorie économique marxiste*, Ernest Mandel
- *La mort au travail*, Pierre Carles documentaire en trois parties
- <http://lelabyrinthe.over-blog.net> (d'où une partie des exemples de cet article sont tirés).

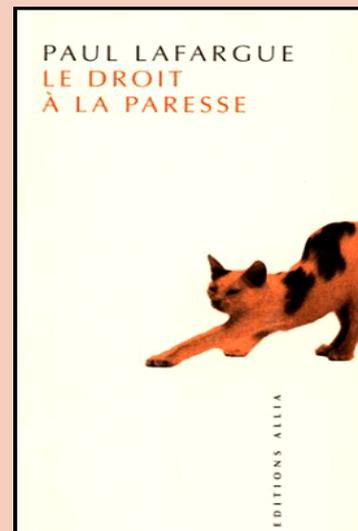
LE DROIT À LA PARESSE

Le livre de Paul Lafargue est en plein cœur de l'actualité avec la réforme des retraites que veut mettre en place le gouvernement. Il nous livre une analyse du travail et de sa valeur dans la société du dix-neuvième siècle mais qui a encore un écho aujourd'hui.

Il revient sur les méfaits du travail et l'aviissement que subissent les ouvriers, ce qui nous permet d'aborder la situation des ouvriers à cette période. Il analyse aussi toute l'idéologie véhiculée par la classe dominante à propos du travail sain ce qui a un impact important chez les travailleurs. Face à ce constat, mais aussi au contexte de la révolution industrielle, qui a augmenté la productivité, l'auteur avance l'idée du droit à la paresse. Les travailleurs, au vu de l'augmentation de la productivité, devraient moins travailler puisqu'ils produisent plus en moins de temps. Et avoir plus de temps pour leurs loisirs. Ce qui est tout à fait juste et à se remettre en tête dans le contexte d'attaque contre les retraites et le travail. Enfin il offre une description « romantique » de la nouvelle société qui serait issue du partage du temps de travail comme des richesses.

Néanmoins, le gendre de Marx commet quelques lacunes sur la situation de classe ouvrière. Tout le long de son œuvre, il incrimine la classe ouvrière d'avoir choisi d'être sous le joug du travail et des capitalistes. Il faut être clair, les travailleurs dans la société capitaliste n'ont pas le choix, ils doivent travailler pour survivre et ne peuvent se délivrer de leurs chaînes que par le renversement de ce système.

Ce petit livre d'une soixantaine de pages attaque de plein fouet la conception du travail et remet en cause le fonctionnement de la société, il est donc utile de le lire en mettant de côté son analyse de la réaction de classe ouvrière.



Hermann Krebs (92 Nord)

PAUL LAFARGUE, *LE DROIT À LA PARESSE*, 1880
Existe dans de nombreuses éditions, dont certaines à moins de 3 euros. disponible sur internet:
http://www.marxistsfr.org/francais/lafargue/works/1880/oo/lafargue_18800000.htm

RETRAITES: COMMENT GAGNER?

Le gouvernement a annoncé sa mesure de réforme des retraites et ainsi lancé ce qui sera peut-être sa plus rude attaque contre le monde du travail.

Après des mois de langue de bois sur la question de la durée de cotisation et de l'âge légal du départ en retraite, Fillon et Woerth ont enfin été clairs : recul à 62 ans de l'âge légal de départ en retraite, augmentation de la durée de cotisation à 41,5 ans et le recul à 67 ans de l'âge en dessous duquel les retraités qui n'ont pas toutes leurs annuités se voient infliger une décote. C'est une attaque sur tous les fronts, avec au passage une augmentation des cotisations pour les fonctionnaires, présentés comme les éternels privilégiés, c'est-à-dire une baisse de leurs salaires net, lesquels sont pourtant loin d'égaliser ceux des ministres et autres parlementaires !

ÊTRE ESTROPIÉ POUR POUVOIR PARTIR AVANT 60 ANS ?

Qu'en est-il de la « pénibilité », seule revendication que les syndicats ont unanimement mis en avant ? Ce sera du cas par cas, un contrôle médical devant constater une invalidité d'au moins 20 % pour qu'un salarié obtienne un départ à 60 ans. Il faudra donc avoir eu un accident grave. Le repos n'est accordé qu'à ceux qui, usés par les années d'exploitation, n'auront pas le temps de profiter de leur retraite.

Tentant d'anticiper sur la colère générale provoquée par sa réforme, le gouvernement a immédiatement annoncé des « aménagements » et « arrangements » dans les mois à venir, par le biais de décrets (notamment sur la question de la durée de cotisation) et promettant une « mise en place progressive ».

Ces promesses n'ont pas empêché les salariés de manifester massivement à l'appel des confédérations syndicales. La manifestation interprofessionnelle du 24 juin a été un succès avec plus de deux millions de personnes dans les rues. Interrogé par la presse le soir même, Fillon a affirmé qu'il entendait bien « maintenir le cap », ironisant

même en affirmant que « toutes les manifestations ne peuvent rien pour régler le problème démographique ».

Selon le premier ministre, il y aurait « trop peu d'actifs » pour le nombre de retraités. Mais si on voulait augmenter le nombre des cotisants, il faudrait commencer par s'attaquer au chômage en interdisant les licenciements, en embauchant, et en contraignant le patronat à augmenter les salaires, ce qui augmenterait les cotisations du même coup.

Quant aux dirigeants des confédérations syndicales, ceux qui devraient jouer le rôle d'entraîneurs, on ne peut pas dire qu'ils soient à la hauteur. Ils se bornent à réclamer « de vraies négociations » et, histoire de ne pas trop se discréditer, se contentent de faire se succéder quelques journées d'action, mais sans en préciser réellement les objectifs, ni envisager la suite qu'il faudrait leur donner.

Or, ne pas s'attaquer à l'allongement de la durée des cotisations, ne pas reven-



C'est le contraire qu'annonce Fillon avec ses 45 milliards de réduction des dépenses publiques. Il se flatte des coupes sombres déjà réalisées : « Depuis 2007, 100 000 fonctionnaires n'ont pas été remplacés, je ne connais pas beaucoup de pays qui ont réalisé un tel effort ». Le ministre parle de réduire le déficit public, mais combien de milliards ont été versés il y a un an aux banquiers, les mêmes qui aujourd'hui spéculent sur les dettes publiques ?

EXIGEONS LE RETRAIT DE LA RÉFORME DES RETRAITES !

Face à cette déclaration de guerre du gouvernement et du patronat, le Parti socialiste se contente de parler des départs à 60 ans, du moins pour ceux des socialistes qui n'applaudissent pas des deux mains le projet gouvernemental.

diquer d'en revenir aux 37,5 annuités de cotisation, alors qu'aujourd'hui les jeunes mettent des années à trouver un emploi stable, que les vieux sont souvent licenciés avant l'âge de la retraite, c'est accepter des retraites amputées. Le combat pour le retrait de la réforme des retraites ne fait donc qu'un avec celui pour l'interdiction des licenciements et l'augmentation générale des salaires.

La journée de mobilisation du 24 juin a été un succès, mais si les travailleurs et les jeunes veulent espérer remporter une victoire, il ne faudra pas s'arrêter là. C'est une grève reconductible, massive et interprofessionnelle, une grève générale, qui pourra pousser le gouvernement et le patronat à remballer leurs projets.

Partout, nous devons d'ors et déjà



commencer à mener campagne autour de revendications claires et globales : maintien de l'âge de départ à 60 ans, retour aux 37,5 annuités de cotisation, défense des régimes actuels...

Lorsque cela est possible, sans ranger au placard les revendications essentielles, un travail de mobilisation est mené

avec d'autres forces politiques et dans le cadre syndical. Mais surtout, c'est l'unité dans la lutte de tous les travailleurs, jeunes ou moins jeunes, actifs ou privés d'emploi, du public comme du privé qui sera déterminante !

Lester (Paris)

LA BATAILLE DES RETRAITES DANS LA JEUNESSE

LES JEUNES ONT LA RAJ !

La retraite est une affaire de jeunes. C'est ce qu'affirment ensemble vingt-deux organisations de jeunesse et secteurs jeunes d'organisations syndicales, associatives ou politiques. Les jeunes du NPA participent évidemment pleinement à ce collectif «RAJ», plus large que celui qui s'était réuni en 2006 contre le CPE !

LA JEUNESSE AU COEUR DE LA BATAILLE

On n'insistera jamais assez sur le fait que notre génération sera la principale victime d'un allongement de la durée de cotisation. Après les attaques contre l'Éducation et les conditions de travail, celle sur les retraites constitue l'apothéose de l'offensive contre notre avenir.

Un combat acharné doit d'engager. Sarkozy en a fait un point central de sa politique, de son mandat même. Pour gagner, il faudra donc un mouvement plus puissant encore que ceux que nous avons connus, plus massif et déterminé que contre le CPE. Il faudra une grève générale, un mouvement qui réunit l'ensemble des secteurs, des grèves de plus de 24 heures. Ce n'est pas avec la stratégie des journées d'action isolées que nous gagnerons, mais en bloquant l'économie et tout le pays, en montrant notre force dans la rue.

La jeunesse n'a pas seulement un intérêt dans cette bataille. Elle a un rôle déterminant à jouer. Nous sommes moins « encadrés » par les bureaucraties syndicales, nous avons acquis dans les facs et les lycées le réflexe des assemblées générales, de l'auto-organisation... Nous avons appris à fixer nos propres objectifs et nos propres rythmes de mobilisation. Si les directions des syndicats de salariés rechignent à radicaliser leurs méthodes, ce sera peut-être notre rôle que de montrer la voie en nous mobilisant nous-mêmes.



LES LIMITES DU COLLECTIF

L'UNEF, principale organisation étudiante, a pris l'initiative du collectif jeune, qui connaît des déclinaisons locales dans plusieurs facs et lycées. Mais le syndicat étudiant estime que notre rôle est de marcher en rang derrière l'intersyndicale, d'appeler les jeunes à être solidaires du mouvement des travailleurs, non à en être partie prenante. L'UNEF n'a pas pour objectif d'organiser des assemblées générales, de mettre les facs en grève reconductible...

Nous devons d'autant plus construire ces collectifs locaux dans la jeunesse. Eux-seuls permettront à toutes les forces qui estiment que c'est nécessaire et possible, d'organiser un mouvement dans la jeunesse, quitte à y mettre la direction de l'UNEF en minorité ou à la forcer à donner un mot d'ordre clair de grève aux étudiants.

SEPTEMBRE DANS LA RUE

À la rentrée, sur les facs et les lycées, il faut organiser des réunions avec toutes les forces qui veulent agir contre le projet de loi, préparer des assemblées générales, faire des tours des cours pour emmener les jeunes à la manif du 7 septembre, et dans les universités encore en vacances, informer ceux qui viennent s'inscrire ou passer des examens...

Il faut préparer un mouvement d'ampleur, et cela commence par convaincre notre entourage d'une part que la réforme est injuste, d'autre part que nous aurons besoin d'une grève générale pour l'empêcher de passer. Réunions d'information, AG, tracts, appel à faire signer... Nos outils sont nombreux... Reste à bien nous en servir !

GRÈVE DES TRAVAILLEURS SANS-PAPIER-E-S

LES FRUITS DE LA DÉTERMINATION

Après huit mois de grève de 6000 travailleurs sans-papiers, le gouvernement a fini par céder sur une bonne partie de leurs revendications. Il a concédé aux grévistes un « ajout » à une circulaire du 24 novembre 2009, qui permet des régularisations sur des critères nationaux et simplifiés.

Ce texte, sorti de la négociation du vendredi 18 juin suite à trois semaines d'occupation du parvis de l'Opéra Bastille, s'applique aux travailleurs sans-papiers – certes à l'exception des travailleurs « au noir » ou des Algériens et Tunisiens qui continuent à relever d'accords bilatéraux entre États. En gros, seraient régularisables les travailleurs pouvant justifier de 12 mois de travail sur les 18 derniers mois, ou sur les 24 derniers mois pour les intérimaires, ainsi

que ceux (ou surtout celles, car ce sont beaucoup des femmes) qui travaillent dans l'aide à la personne. Et tous les métiers qu'assument les grévistes, dans le bâtiment, la restauration, le nettoyage ou autres, seront retenus comme « sous tension ».

Parmi les avancées obtenues par la grève, on compte notamment l'obtention, pour tous les grévistes, d'une autorisation provisoire de séjour leur permettant de travailler, et la possibilité de déposer les dossiers au niveau du lieu d'emploi, ce qui permettra aux salariés d'une même entreprise de rester groupés afin d'éviter l'arbitraire. La promesse a été faite de comptabiliser les mois de grève comme mois de travail, ce qui représente une victoire importante.

Certes, le ministère de l'Immigration s'obstine à déclarer ne vouloir prendre en compte que les demandes de travailleurs sans-papiers en France depuis au moins cinq ans. Bien des grévistes totalisent davantage d'années de pré-

sence, d'où leur détermination dans cette grève. Mais cela en dit long sur ce gouvernement qui prétend vouloir combattre le « travail illégal », mais impose finalement de bosser cinq ans sans avoir de papiers pour prétendre à une régularisation !

Ceux qui ont fait grève restent mobilisés pour mener à bien collectivement les démarches de régularisation – comme ils se sont d'ailleurs organisés depuis des mois pour arracher à leurs patrons les milliers de promesses d'embauche (cerfas) nécessaires à leurs dossiers.

Encore une fois, la lutte n'est pas finie. Il va falloir maintenant faire en sorte que les promesses du gouvernement soient concrétisées afin que tous les grévistes soient régularisés. Cette lutte est la preuve que même sans droits, même sans papier, la force des travailleurs, c'est la grève !

Coline (Paris)

RÉPRESSION À LA POSTE

POSTIERS MOBILISÉS,
POSTIERS SANCTIONNÉS !

À La Poste, la tendance est à la privatisation, elle vient récemment de passer Société anonyme. Pour les travailleurs, cela s'accompagne de suppressions d'emplois, d'une dégradation toujours plus importante de leurs conditions de travail. Entre 2003 et 2009, la Poste a supprimé plus de 40 000 emplois par le biais de ces réorganisations. C'est justement contre la dégradation de leurs conditions de travail que depuis le 26 avril, les postiers de Châtillon, Clamart, Asnières et Bois-Colombes (92) sont partis en grève (majoritaire pendant cinq semaines). La réorganisation prévoit le passage à « facteur d'avenir » c'est-à-dire la suppression de 20 000 postes en promouvant l'auto remplacement des facteurs en cas d'absence et en supprimant le principe « un facteur, une tournée ».

Quelques semaines après le début du conflit, un rapport des médecins de prévention de La Poste fait éclater au grand jour l'état des conditions de travail dans la plus grosse entreprise de France. Les conclusions sont cinglantes : les suicides, les maladies professionnelles, les accidents du travail se multiplient. Ainsi, La Poste crée des « inaptes physiques et psychologiques ». Ce qui est incriminé par le rapport, ce sont « les réorganisations rapides et successives ». Et c'est

exactement ce contre quoi se battent les grévistes.

Face aux revendications des grévistes, la direction fait la sourde oreille lors des négociations d'un côté et de l'autre joue la carte de la répression. Elle répond par le lock-out, empêchant l'entrée et la tenue d'AG dans les locaux, n'hésitant pas à faire appel à des vigiles, des maîtres chiens mais aussi par les sanctions en infligeant au cours du conflit... Vingt blâmes et sept mises à pied et suspensions de fonctions ! Face à cette déferlante de sanctions les grévistes ne se démoralisent pas mais l'étau se resserre sur les têtes de trois militants. La boîte cherche à écraser une équipe militante en pointe contre le rouleau compresseur qui broie les salariés de la Poste mais aussi de France Télécom et d'ailleurs. Elle profite également de l'occasion pour mettre à mal Olivier Besancenot et le NPA les accusant de noyauter la grève et de substituer aux revendications syndicales des revendications politiques.

À défaut d'une riposte des salariés dans l'entreprise, le rouleau compresseur continuera. Une défaite des postiers du 92 affaiblirait un secteur combatif du mouvement social. Une victoire serait une brèche pour une remise en cause généralisée de la « modernisation continue » chère à la direction de La Poste.

Sarah (92 nord) et Manon (Paris)

INTERVIEW : GRÈVE À MacDo

Mathieu, est militant au NPA. Etudiant à Reims, il se retrouve à bosser au Mac Do pour payer ses études. Au mois d'avril dernier, il anime une grève sur son restaurant. Récit.

Quel a été le point de départ de la grève ?

Au mois d'avril, la direction a organisé un grand nettoyage du restaurant. Tous les salariés étaient mobilisés. Nous avons fait pleins d'heures sup', la direction nous a même fait miroiter une prime. On s'est déchirés à la tâche. A la fin, sur les fiches de paye, beaucoup d'équipiers avaient le même salaire que d'habitude à savoir 600 euros (20 heures/semaine).

Comment a été prise la décision de la grève ?

On s'est réuni le mercredi soir après le travail pendant quatre heures avec une douzaine d'équipiers. Les heures sup' pas payées représentaient environ 100 euros par personnes. C'est révoltant de voir l'argent que se fait la boîte (10 000 euros de chiffre d'affaire/jour pour le restaurant), et les bas salaires qu'on récolte. Un salarié chez Mac Do a le droit à une augmentation de 3 centimes de l'heure au bout de 3 ans de travail. En plus du paiement des heures sup', on réclamait une augmentation des salaires, le respect des douze heures de repos minimum entre deux services et l'élection d'un nouveau délégué du personnel. La grève a été adoptée au consensus, puis nous avons écrit un tract à destination des clients et nous avons élu deux porte-paroles qui étaient notamment chargés des négociations avec la direction.

Le lendemain, jeudi, 18 personnes étaient en grève, soit 85% des équipiers. Seulement six équipiers étaient au travail, dont trois étaient en période d'essai.

Comment s'est organisée la grève ?

ÉTÉ: DES SOLDES... ET DES GRÈVES

Travailler le dimanche ? Et pourquoi pas la nuit aussi ?!

Dans le commerce, les patrons imposent une ouverture de plus en plus tardive des magasins, ainsi que le dimanche, les jours fériés et pourquoi pas même la nuit ! Les salaires sont très faibles, de nombreux salariés se voient imposer le temps partiel alors qu'ils voudraient travailler plus.

Un Comité de Liaison Intersyndical du Commerce de Paris (CLIC - P) réunissant les syndicats du commerce parisiens CGT, CFDT, CFTC, FO, SUD s'est mis en place début mars 2010 pour lutter contre la dégradation de la situation, et afin que la loi du 10 août 2009 qui réglemente l'ouverture des commerces le dimanche soit respectée. Les superettes alimentaires peuvent légalement faire

travailler les salariés jusqu'à 13h le dimanche sauf dérogations, et non pas toute la journée comme le font de nombreuses enseignes. Le CLIC - P exige également une augmentation de 200 euros pour tous, pas d'ouverture avant 9h et de fermeture après 19h30, l'arrêt du développement des ouvertures le dimanche, un repos garanti les jours fériés, et le droit pour les salariés à temps partiel d'augmenter leur temps de travail.

Cette unité des organisations syndicales est précieuse, dans un secteur hyper-précarisé où seulement 3,5% des salariés sont syndiqués. Un appel à la grève et un rassemblement a réuni 400 salariés du secteur commerce le 30 juin devant les Grands Magasins à Paris, à l'ouverture des soldes. C'est un premier succès, qui en appelle d'autres !

Le jeudi matin, on s'est retrouvé à 10h devant le restaurant pour mettre en place le piquet de grève, le travail commence à 11h. Un représentant de la direction est venu discuter avec nos porte-paroles. Il avait un ton méprisant, il disait qu'on n'était pas qualifié, que la boîte pouvait nous remplacer sans problème et qu'on devait s'estimer heureux d'être payés au Smic.

Après ça, nous avons décidé de reconduire la grève, et d'essayer de l'étendre à d'autres restaurants. Sur un autre macdo de la ville, 8 salariés sur 12 ont décidé de se mettre en grève, mais aucun d'eux n'était prévu dans l'équipe du lendemain et donc la grève n'a pas eu d'effet. Ils ont dû arrêter rapidement la grève. Nous sommes passés dans tous les magasins de la ville, sans réussir à débrayer mais cela nous a permis de nouer des liens avec des gens motivés mais souvent isolés sur le lieu de travail.

Le vendredi, nous avons eu une négociation avec la direction. Ils étaient prêts à avancer sur nos revendications sauf sur le paiement des jours de grève et les augmentations de salaires, qui était nos principales revendications. La grève a continué.

Qu'est-ce qui a fait évoluer la position de la direction ?

Notre détermination, notamment le 2ème jour quand ils ont vu qu'on maintenait le piquet de grève à nombreux et qu'on allait dans les autres restaurants pour tenter des débrayages. On avait aussi le soutien des clients qui prenaient notre tract et signaient la pétition pour nous soutenir. Le vendredi soir, on a reconduit la grève en sachant qu'on avait de nouvelles négociations le samedi matin.

Le samedi, la direction nous a proposé de nous payer les jours de grève, d'augmenter notre salaire horaire de 15 centimes (de 8,85 à 9 euros de l'heure), la possibilité d'élire un nouveau délégué du personnel... Ils nous ont dit ensuite que c'était leur dernière proposition et qu'ils n'iraient pas plus loin. Pourtant, parmi les grévistes, nous étions d'accord pour dire que cet accord était une première victoire, et qu'il serait difficile de gagner plus. Nous avons décidé de signer l'accord et donc d'arrêter la grève.

Y'a-t-il eu un « changement » depuis la grève ?

Nous avons réussi à démontrer qu'il était possible de gagner, alors qu'avant il se passait vraiment rien. Ça a été possible aussi car nous étions deux militants sur le restaurant (NPA et PCF). Avec cette grève, nous avons entamé un boulot syndical, de défense de nos droits. Nous discutons de la création d'une section CGT même si c'est difficile à mettre en place. Les contacts avec des salariés dans d'autres magasins signifient beaucoup plus de points d'appui en cas de nouvelle grève.

Du côté de la boîte, les superviseurs sont très présents sur le restaurant depuis la fin de la grève. Ils nous caressent dans le sens du poil mais on sent qu'ils préparent un coup pour septembre au moment des renouvellements d'équipiers. Nous devons rester vigilants et se préparer aux batailles à venir.

Interview réalisée par Hichem (Paris)

SPORT ET CAPITALISME

DU MYTHE IDÉOLOGIQUE À LA RÉALITÉ

Officiellement, les grandes compétitions sportives sont présentées comme ludiques, pacifiques et festives... La flamme olympique symbolise la continuité des prouesses du corps humain à travers les âges. Avec la coupe du monde de football, les nations dépasseraient leurs conflits d'intérêts pour s'affronter de façon purement symbolique, pour l'honneur, la gloire et le beau jeu... Un regard critique montre bien que la réalité est tout autre.

Loin de l'image pacifique censée être véhiculée, les Jeux Olympiques ou les grandes compétitions sont l'occasion d'un déploiement massif de forces de répression, au nom de l'antiterrorisme. Lors de la récente coupe du monde de Football, plusieurs dizaines de milliers de policiers ont été réquisitionnés, une véritable armada militaire et policière a été mise en place dans les principales villes d'Afrique du Sud. Cela a notamment permis de briser la grève des stadiers mobilisés suite à une réduction des salaires imposée par leurs employeurs. La police Sud-africaine s'est chargée de remplacer les agents de sécurité des stades en grève. Le constat est clair : durant la coupe du monde, la « trêve sociale » est de rigueur, les travailleurs n'ont pas à revendiquer mais à se taire et profiter du spectacle. Le coût humain des grandes compétitions est considérable. Lors des Jeux Olympiques d'Athènes en 2004, 17 travailleurs sont (officiellement) morts sur les chantiers, bien d'avantage selon les syndicats.

QU'EST-CE QUE LE SPORT CAPITALISTE ?

Les anticapitalistes doivent s'interroger sur le sens profond des grandes compétitions sportives : au delà des désastres humains, elles servent les intérêts des états impérialistes et de leur système. Le sport de haut niveau est une affaire de gros sous, on le voit dans la structure financière des clubs, le coût des retransmissions ou encore le salaire de certains sportifs. Mais d'un point de vue politique, les fédérations sportives sont chapeautées par les états, sous la coupelle du ministère de la jeunesse et des sports, et leurs membres n'ont en

général pas leurs mot à dire face à des dirigeants qui tiennent leur pouvoir de leurs liens plus ou moins mafieux avec les milieux financiers et les responsables politiques aux différents échelons.

Pourquoi les états accordent-ils une telle importance aux grandes compétitions ? Certains diront que le sport-spectacle est « le nouvel opium du peuple ». S'il est vrai que durant les grandes confrontations sportives, les travailleurs s'intéressent moins à la politique, sont moins impliqués dans les luttes, le divertissement et le spectacle ne sont pas des obstacles en tant que tel au combat pour changer le monde et à la lutte des classes. On peut très bien être un militant révolutionnaire et apprécier un bon match. Dans la future société socialiste, il est peu probable que l'on renoncera à jouer avec un ballon ou à simplement soutenir une équipe.

Le sport de haut niveau est un vecteur important du nationalisme. Pour s'en rendre compte, il suffit d'écouter certains commentaires médiatiques, ou de voir comment le gouvernement Sarkozy a récemment tenté de récupérer l'affaire de « la défaite des bleus ». La notion bourgeoise de nationalité est à peu près aussi souple pour les sportifs de haut niveau, qu'elle est rigide pour les sans papiers. Les équipes nationales des états impérialistes sont prêtes en les achetant à « offrir » la nationalité à de jeunes athlètes, souvent d'origine africaine, afin d'obtenir toujours plus de médailles ou de coupes...

LE SPORT, UN OUTIL IDÉOLOGIQUE POUR MODELER LES RAPPORTS SOCIAUX

Dans le système capitaliste, le sport a une fonction idéologique, maquiller l'inégalité de la société sous l'apparence de l'égalité.

Toutes les institutions sportives et les fédérations nationales ont pour principe non pas de permettre à un maximum d'individus de s'émanciper à travers le sport, mais de repérer et sélectionner les champions de demain. Officielle-



Tiger Woods, golfeur, sportif le mieux payé au monde avec plus de 100 millions de dollars par an (soit environ 7000 ans au smic)

ment, chacun est sur un pied d'égalité, et que le meilleur gagne ! La preuve, regardez tous ces champions d'origine immigrée, tous ces symboles de « l'intégration républicaine » à la française... Si l'on compare les sommes englouties pour former quelques champions, et celles consacrées aux petits clubs, l'écart est abyssal. Pour un Ribery, combien de gymnases et de véritables stades aurait-on pu construire, combien de jeunes auraient pu jouer ailleurs que sur un parking ? Pour le sport comme pour le reste, le capitalisme ne connaît que le luxe pour une minorité, le dénuement pour la majorité.

Pour conclure, le sport capitaliste n'est pas seulement détestable dans son fonctionnement, mais dans son idéologie même. Au lieu de permettre au plus grand nombre de prendre du plaisir et de s'épanouir, il met en avant des critères de rentabilité et de performance, à tout prix. L'idéal capitaliste du sportif - dans la continuité de la tradition chrétienne revisitée par le capitalisme - est un individu qui a tout sacrifié, sa santé, son espérance de vie, ses études et son bonheur, pour devenir un « champion » ou un héros national. La leçon est claire : pour réussir, il faut endurer des souffrances -comme dans la vraie vie-, obéir -comme à ton patron-, combattre les autres individus -vus comme des concurrents-, et viser la réussite qui passe nécessairement par l'échec des autres.

Étant donné l'importance du sport dans la société actuelle, il est plus que nécessaire de porter une vision alternative du sport, en tant qu'éducation physique, loisir et jeu fraternel. Vive le sport anticapitaliste !

Romain (94)

JEUX DE L'ÉTÉ

MOTS CROISÉS

Horizontal :

- I : nouveau séditieux
- II : ainsi part le système (en ...) ; ses producteurs aussi sont en crise
- III : soumise au PS... Puis à l'UMP ; ancêtre des caillasses
- IV : condition
- V : iranien tué en France
- VI : unité électromagnétique ou loueur de voitures ; inter-sexe divin ; propagation d'une perturbation
- VII : dieu solaire inca et ancienne monnaie péruvienne ; du nom de son personnage principal
- VIII : syndicat national ; souvent compulsif ; attaché
- IX : coloré ; menacées de disparition par Chatel
- X : dans le collimateur de Sarkozy ; colère ; interjection
- XI : seigneur du monde ; fin du capital ; dieu solaire égyptien
- XII : lycée pro ; comme notre parti
- XIII : en dépit de ; institut régional du travail social
- XIV : tranche les conflits du travail ; pays d'Asie
- XV : licence d'université ; abréviation de contre ; école émancipée ; cérémonie non limitée aux églises

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
I															
II		■							■		■				
III						■						■		■	
IV		■	■	■		■		■	■	■	■	■	■	■	
V															
VI						■					■				
VII					■		■	■							
VIII			■									■			
IX						■	■	■	■	■	■	■			■
X		■	■	■	■								■		
XI	■					■		■				■		■	
XII	■					■	■	■							
XIII												■			
XIV															
XV				■			■			■					

Vertical :

- 1 : sorte de libertaire ; parti politique bien connu
- 2 : sert aux tatouages temporaires ; aussi menacée que la faune
- 3 : impôt le plus injuste ; activité parfois culturelle ; maigres
- 4 : peut bloquer le trafic aérien ; à défaut de l'EPAD, Jean Sarkozy en a peut-être un
- 5 : renseignements étasuniens ; pays fantastique ou prison de télé ; diplôme ; magasin qui ne bazarde pas tant que ça
- 6 : famille arabe ou organisation libertaire ; appris ; Sarkozy va en rencontrer un ; magasin pratiquant la hard exploitation ; appel au secours, ou à Julien Dray
- 7 : charmera ; pionnier du rap français
- 8 : science-po ; biscuit ou direction politique ; bond ; esprit
- 9 : expressions ; période
- 10 : parti de Mandela ; attribut du gendarme ; petites îles
- 11 : de anglais

- 12 : celle de France n'est pourtant pas entourée d'eau ; possessif ; soumis
- 13 : possessif ; couru par les DJ ; ventilas
- 14 : geste incontrôlé ; acceptée ; personnels de l'Éducation
- 15 : liaison ; faite ; enveloppe

ANAGRAMMES

Dans ce jeu, il s'agit de retrouver des personnalités du monde politique en changeant l'ordre des lettres dans chaque phrase.

Exemple :

RIEN N'EST ETABLI = A L B E R T E I N S T E I N

1. THE CALCUL : _ _ _ _ _
2. LA FADA A RAME : _ _ _ _ _
3. CHOISIRENT BUTIN : _ _ _ _ _
4. J'OSE PAR CONFIANCE : _ _ _ _ _
5. ECRIS LE AU PATRON ou PATRON SECLAIRE : _ _ _ _ _
6. NOBLE EVISCERATION ou CONVOITERAIENT BLES : _ _ _ _ _
7. SON ROLE L'EGAYE ou ON Y GELE LA ROSE : _ _ _ _ _
8. LE MILITAIRE L'AMOCHÉ : _ _ _ _ _
9. LUTTE L'AIR ALLEGRE : _ _ _ _ _
10. L'ELU DE LA GARCE : _ _ _ _ _

Mots croisés

Horizontal :
 I : anticapitaliste ; II : vrille ; lait ; III : Amara ; apache ; IV : si ; V : Chapour Bakhtiar ; VI : hertz ; ange ; onde ; VII : inti ; éponyme ; VIII : SN ; obsessif ; lié ; IX : teint ; SES ; X : Sécu ; Ire ; eh ; XI : FMI ; tal ; ra ; XII : LEP ; nouveau ; XIII : nonobstant ; IRTS ; XIV : Prud'hommes ; Laos ; XV : AES ; vs ; EE ; messe

Vertical :
 1 : anarchiste ; NPA ; 2 : henné ; flore ; 3 : TVA ; art ; menus ; 4 : irruption ; iPod ; 5 : CIA ; Oz ; 6 : BTS ; BHV ; 6 : AL ; su ; os ; Ed ; SOS ; 7 : plaira ; NTM ; 8 : IEP ; BN ; saut ; âme ; 9 : adage ; année ; 10 : ANC ; képi ; flots ; 11 : of ; 12 : ile ; ton ; servile ; 13 : sa ; vinyle ; aéras ; 14 : tic ; admis ; ATOS ; 15 : et ; créée ; housse

Anagrammes

1. Luc Chatel ; 2. Fadela Amara ; 3. Christine Boutin ; 4. Jean-François Copé ; 5. Laurence Parisot ; 6. Olivier Besancenot ; 7. Ségolène Royal ; 8. Michèle Alliot-Marie ; 9. Arlette Laguiller ; 10. Claude Allègre

24 H DANS LA TÊTE DE... DOMINIQUE STRAUSS-KAHN

9h : Arrivée au FMI

Je fais gaffe en passant devant les stagiaires. Il faudrait pas que des comiques de France Inter viennent me faire chier avec ça... Mais je suis bête ! Ils ont été virés par Val et Hees. C'est ce que je disais à Sarko : mettre des gens de gauche pour mener des politiques de droite, c'est plus efficace.

10h

Mes dossiers du jour ? La Grèce et les retraites ! Que du bonheur ! Ça me fait plaisir de bosser avec Pappandréou. On l'avait déjà fait quand on formait l'aile de droite de l'Internationale socialiste. Dommage que les travaillistes aient perdu la Grande-Bretagne et que je n'ai pas été désigné par le PS en 2007. Avec Zapatero en Espagne et Socrates au Portugal, on dominerait l'Europe ! Enfin peu importe le gouvernement, de toute façon, maintenant c'est moi qui décide.

12h

Le plan de « sauvetage », c'est moi qui l'ai imposé à l'UE. Je file 30 milliards et les autres 80. Au début ils étaient réticents. J'ai du faire preuve de persuasion avec Merkel et Sarko. Je leur ai expliqué qu'ils pouvaient emprunter à 2,5% et prêter à la Grèce avec un taux de 5%. Comme ça ils ont l'air d'être des sauveurs alors qu'ils s'enrichissent !

Et puis c'est pas comme si ça les embêtait les politiques de rigueur ! C'était ça ou les salaires des fonctionnaires et des retraités n'étaient plus payés le mois prochain. Et quand le FMI fait ce genre de menaces, c'est pas du bluff !

C'est quoi les autres possibilités ? Annuler la dette ? Faire payer les patrons ? Et pourquoi pas le socialisme pendant qu'on y est !

14h

La rigueur, c'est LA solution. En plus ça permet d'en finir avec les mouvements de contestation, tous ces

gauchistes, ces jeunes, ces ouvriers. Pas la peine de leur faire croire à des concessions. De toute façon, les ouvriers, y'en aura bientôt plus en Europe, du moins je l'espère. Et les jeunes gauchistes, ils finiront par passer à droite, comme Denis Kessler et moi. Il restera bien une gauche réformiste qui parasitera le PS, mais je suis sûr que si j'offre des ministères à Hamon et Mélenchon, ils arrêteront. Je leur dirai qu'en me critiquant ils font le jeu de la droite et ils rentreront dans le rang.

On a des convergences ! Sur l'université par exemple. Ils n'iront pas jusqu'à dire qu'il faut « créer une concurrence entre les établissements et mettre fin à l'hypocrisie du diplôme unique. » Mais si j'ajoute que ça « n'empêche pas de garder le système dans le public et de conserver une vision égalitaire », ça les calmera. Les copains de Hamon à l'UNEF sont d'accord. Et Mélenchon ne va pas l'ouvrir sur les partenariats avec le privé. C'est lui qui a fait les licences pro. Finalement, il est d'accord quand je dis qu'il n'y aurait « pas de scandale à ce que la chaire de physique nucléaire de Paris-VI soit financée par EDF, si EDF trouve que c'est bon pour son image. »

16h

Je suis toujours en tête des personnalités politiques préférées des Français... Avec Chirac. C'est marquant ça. On était tous les deux au fond du gouffre quand j'étais son ministre de cohabitation et qu'on avait des affaires au cul. Et maintenant qu'on est en « retrait » de la vie politique, les gens nous adorent !

Il faut dire que j'ai vraiment la meilleure place. À part pour les histoires de cul, je suis à l'abri des scandales. Je touche 420 930 \$ avec mon allocation de frais, et personne ne vient gueuler comme on le fait pour Boutin et sa mission. Je fais venir mon frère Marc-Olivier à la Réserve fédérale américaine et ma belle-soeur à la Banque mondiale, et on vient pas m'emmerder comme Fadela Amara avec les logements qu'elle prête à sa famille.

Mai - Juin 2010



18h

La présidentielle ? J'y pense quelques fois en rasant un pays...

20h

Il a eu raison de me faire confiance Sarko. Les politiques libérales ça passe beaucoup mieux avec un socialiste. Je l'avais déjà montré quand j'ai privatisé France Télécom, Air France, EADS, le Crédit lyonnais, Thomson Multimédia, GAN, CIC... Avec Jospin on a fait mieux que la droite ! Et j'ai même introduit le New management, le truc avec lequel les salariés se suicident.

La droite a bien essayé de faire la même chose avec EDF. Mais je l'ai dit à l'époque : ça ne va pas assez loin ! Ouvrir le capital juste pour vendre quelques actions, ça ne sert à rien. Ce qu'il faut, c'est permettre des partenariats industriels, avoir une politique d'expansion, en faire une vraie multinationale...

Bon, évidemment, quand je serai président je ne renationaliserai pas. Y a pas marqué Bolchevik !



**ABONNEZ-VOUS À
LA PRESSE DU NPA**